

**Mobilisation
contre la casse
des retraites**

Bulletin d'Alternative libertaire septembre 2010

pour gagner ?

Blocage de l'économie

Les journées de grèves et de manifestations des 24 juin et 7 septembre derniers ont montré une opposition très forte des travailleuses et des travailleurs au projet de casse des retraites de Sarkozy-Woerth-Parisot. Mais la question qui se pose maintenant, c'est celle des suites à donner à la mobilisation. Nous ne pouvons plus nous contenter de journées ponctuelles pour faire plier le gouvernement et le patronat. A nous de construire un mouvement social d'ampleur, le blocage de l'économie et du pays, pour que le gouvernement retire son projet.

Poursuivons, amplifions et radicalisons la mobilisation

Les directions des confédérations syndicales refusent de s'engager dans la construction d'un mouvement social d'ampleur. Elles prennent une posture combative, mais donnent pour seule perspective après la journée de grève du 7 septembre une nouvelle journée 15 jours plus tard. Cela va au détriment de la construction du rapport de force. Si l'on veut gagner, c'est donc à nous de nous organiser. Partout où c'est possible, il faut organiser des assemblées générales de salarié-e-s pour décider ensemble des suites à donner à la mobilisation. Dans certains secteurs professionnels (RATP,

SNCF, Éducation, Impôts...), la grève reconductible est en débat et pourrait démarrer. Il faut s'appuyer sur ces secteurs pour généraliser la mobilisation, que ce soit par la grève, des manifestations, des actions symboliques, des blocages etc. A nous d'être inventifs et inventives et de trouver les modalités d'actions qui collent à nos réalités de travail et entraînent nos collègues.

Tout doit être mis en œuvre pour engager un mouvement interprofessionnel, avec l'objectif d'un blocage des transports, des communications et de l'économie, qui mettra Sarkozy et Parisot à genoux. Ce blocage, tout le monde peut y contribuer : pas besoin d'être cheminot pour bloquer une gare, une entrée d'autoroute ou le centre d'une ville.

Clarifions nos revendications

Mais s'il y a urgence à construire la mobilisation, il ne faudrait pas pour autant oublier d'être clair sur les buts de celle-ci. La CFDT a d'ores et déjà annoncé à son congrès en juin qu'elle lâchera dès que le gouvernement donnera quelques garanties sur la pénibilité. Les communiqués de l'intersyndicale nationale sont plus que flous en terme de revendications. Les directions confédérales et les partis réformistes, qui cherchent à aménager le capitalisme, ne parlent presque que de l'allongement de l'âge légal de départ de 60 à 62 ans (et de 65 à 67 pour une retraite à taux plein).

S'il faut toujours cotiser 41,5 ans pour avoir une retraite à taux plein, bien des salarié-e-s ne pourront pas totaliser cette durée, notamment celles et ceux qui ont une carrière avec des interruptions comme les femmes ou qui font un métier trop pénible comme les ouvrier-e-s, dont l'espérance de vie

Grève Générale

sans incapacité est actuellement de 59 ans. Ces organisations sont en train de se ménager une porte de sortie : si le gouvernement maintient l'âge de départ à 60 ans mais ne revient pas sur le reste de la réforme, elles sortiront la tête haute. Mais il s'agira bel et bien d'une régression sociale pour les salarié-e-s.

Ce qu'il faut exiger, c'est le retrait total du projet et la retraite à 55 ans à taux plein pour toutes et tous. C'est possible, en allant chercher l'argent que les capitalistes nous ont volé.

Le capital doit payer

Au premier semestre de 2010, les entreprises françaises du CAC 40 ont dégagé 42 milliards d'euros de profits. C'est presque 3 fois le déficit des retraites annoncé par le gouvernement pour cette période. C'est là qu'il faut prendre l'argent pour financer les retraites, surtout que ces profits, c'est notre sueur qui les a générés. Et si ça ne suffit pas, alors qu'on revienne sur les crédits d'impôts, qui ne bénéficient qu'aux riches, ou sur toutes les exonérations de cotisations patronales, qui ont coûté 33 milliards d'euros en 2009!

En prenant l'argent là où il se trouve, c'est-à-dire dans les poches du patronat, des actionnaires, de la bourgeoisie, il y a largement de quoi financer une retraite à 55 ans à taux plein pour le privé et le public et d'augmenter uniformément les salaires. La question est bien d'un choix de société. Et nous ne voulons pas perdre notre vie à essayer de la gagner !

N'attendons rien du PS et de 2012

Le PS a déclaré qu'il rétablirait l'âge légal de départ à 60 ans s'il arrivait au pouvoir. En d'autres termes, puisqu'il ne parle pas de revenir sur le reste de la réforme, le PS veut bien nous laisser partir à 60 ans avec une retraite misérable, renforçant au final la capitalisation. Il est de toute façon d'accord sur le fond avec le projet de réforme actuelle. Les socialistes grecs et espagnols ont mis en œuvre des réformes similaires dans leurs pays.

L'allongement de la durée de cotisation découle d'un plan européen décidé par l'Union européenne, les chefs d'État, l'UNICE (syndicat patronal européen) et la confédération européenne des syndicats (dont font partie la CFDT, la CFTC, l'UNSA, FO et la CGT) au sommet de Barcelone en 2003.

Les déclarations du PS ne visent qu'à faire taire la mobilisation actuelle et à la rediriger vers les élections de 2012. L'heure n'est pas aux élections, ni d'ailleurs aux projets de loi alternatifs ou aux référendums. Il y a aujourd'hui une occasion de mettre une bonne claque au gouvernement et au patronat, c'est maintenant qu'il faut s'en saisir, demain il sera trop tard. Les grèves de 1995 et la lutte contre le CPE ont montré que la rue peut faire sauter une loi.

Résistons, contre-attaquons !

L'affaire Woerth montre au grand jour les liens unissant gouvernement et patronat. Ce sont ces mêmes liens qui motivent le projet actuel de casse des retraites. Mais plusieurs signes montrent que le gouvernement n'est pas si sûr de son coup et que rien n'est joué aujourd'hui. Il a tenté cet été de lancer des écrans de fumée en multipliant les déclarations sécuritaires et racistes, en désignant un nouveau bouc émissaire : les Rroms.

Les manifestations massives du 4 septembre contre la xénophobie d'État montrent que les travailleur-se-s ne se laissent pas bernier. Reste maintenant à faire en sorte que ce ras-le-bol contre ce gouvernement raciste au service du patronat débouche sur un mouvement d'ampleur. Après la résistance, la contre-attaque !

Si nous gagnons cette lutte, nous changerons le rapport de forces entre les travailleur-se-s et le Capital durablement en France et même en Europe.

Grève générale contre le Capital !

Je souhaite :

- Recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL
- Prendre contact avec AL
- Recevoir des informations sur les Ami-e-s d'AL
- Adhérer à AL
- M'abonner au mensuel AL

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-ne-s, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

PAR INTERNET OU PAR COURRIER :

Nom.....

Prénom.....

Tél.....

E-mail.....

Adresse.....

.....

.....

.....

.....

Alternative libertaire

BP 295

75921 Paris Cedex 19

www.

alternativelibertaire.org



Le journal mensuel disponible en kiosque ou auprès des militant-e-s d'AL



Se procurer du matériel de mobilisation (Affiches, autocollants, tracts...) sur <http://boutique.alternativelibertaire.org/>



Qui sommes nous ? Nous sommes communistes libertaires et syndicalistes révolutionnaires. Dans la mobilisation actuelle contre la casse des retraites, nous portons la stratégie décrite dans ce bulletin dans les entreprises, les quartiers, la jeunesse. Nous sommes présent-e-s sur l'ensemble des fronts de résistance au capitalisme et d'offensive pour une société égalitaire et libertaire. Nous pensons qu'il faut s'attaquer directement à la domination du capital, c'est-à-dire à la propriété privée des moyens de production, en ayant comme boussole l'autogestion communiste de l'outil de production et de la société par celles et ceux qui produisent les richesses : les travailleuses et les travailleurs ! Il est temps que nous relevions la tête face à la loi du profit, il est temps que nous reprenions nos affaires en mains. Organisons-nous !

Alternative libertaire